

Résonances

< Journée thématique, 29 février, 9h-17h, Paris >

RETOUR SUR... LA JOURNÉE NATIONALE DES PRE DU 29 FÉVRIER

Le 29 février dernier, lors de la deuxième journée nationale du Réseau Programme de Réussite Éducative portée par l'ANCT, le réseau national des centres de ressources politique de la ville, dont fait partie le Pôle ressources, ont accompagné les professionnel·les de la réussite éducative, afin de contribuer sur différents sujets, tels le rôle du PRE, les missions des coordonnateur·rices et référent·es de parcours, ou encore l'évaluation. Si les dispositifs connaissent des spécificités locales, tous se retrouvent autour d'un constat partagé : accroissement du nombre de situations complexes et à besoins particuliers, dans un contexte où les relais vers le droit commun sont ralentis. Par ailleurs, via un Pecha Kucha, et en présence de la secrétaire d'État en charge de la ville et de la citoyenneté, le PRE d'Eragny-sur-Oise a porté lors de son intervention 2 sujets : la nécessité d'harmoniser les pratiques et le soutien de la professionnalisation des référent·es de parcours au regard de leur rôle singulier dans le repérage. Les participant·es ont également pu assister à la conférence de Delphine Martinot, docteure et professeure en psychologie sociale, dédiée aux facteurs de l'engagement et du désengagement scolaire et interroger leurs pratiques professionnelles à travers une table ronde.

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien



39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

< Étude >



LES EFFETS DE LA PARTICIPATION À UN CONSEIL CITOYEN SUR LES HABITANT·ES ?

L'année 2022-2023, – marquée par la fin des évaluations des contrats de ville et les enjeux de concertation des habitant·es pour aboutir à de nouvelles contractualisations –, a été l'occasion, pour le Pôle ressources, de revenir sur l'expérience des conseils citoyens, initiée par la loi Lamy de 2014, à travers une étude menée avec les étudiant·es de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Ce travail singulier et s'appuyant sur une démarche qualitative donne l'occasion d'analyser les effets de la participation sur les habitant·es et sur leur pouvoir d'agir.

www.lepolderessources.fr/participer-a-un-conseil-citoyen-quels-effets-sur-la-participation/

< Synthèse >

1ÈRE ÉDITION DE LA DÉMARCHE DE COCONSTRUCTION DE LA COOPÉRATIVE D'ACTEURS NUTRITION

Ce document rend compte du long processus partenarial et participatif initié en 2019, de mise en commun d'idées, d'apprentissages, d'ateliers, de temps conviviaux entre des professionnel·les et des habitant·es des 5 villes de l'Est du Val d'Oise de la coopérative d'acteurs nutrition 95, autour des enjeux de nutrition, et plus particulièrement, pour cette première édition, autour de l'alimentation saine.

www.lepolderessources.fr/demarche-de-coconstruction-de-la-cooperative-dacteurs-nutrition-1ere-edition/



< Actualités et vie du réseau national des CRPV >

OFFICIALISATION DU RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), qui existe depuis plus de 15 ans, s'est engagé en 2023 dans un travail de structuration, qui a abouti le 30 janvier 2024 à la création officielle d'une association dédiée, ainsi qu'à sa première assemblée générale. Celle-ci a permis à l'ensemble des équipes des 19 centres de ressources politique de la ville de se retrouver en visioconférence. A cette occasion, le conseil d'administration, composé de président·es, de directeur·rices et de membre des équipes des CRPV a été élu, avec la volonté d'une gouvernance transversale.

www.reseau-crpv.fr/officialisation-du-reseau-national-des-centres-de-ressources-politique-de-la-ville/

< Rencontre, 21 mars, 9h-16h30, Colombes >

RÔLE ET PLACE DES FIGURES PARENTALES DANS L'ÉDUCATION DES ENFANTS

En 2023, le Pôle ressources ouvrait un cycle de qualification de 2 jours sur la participation habitante, alors que se menaient les travaux d'élaboration des contrats engagements quartiers 2030. Dans la continuité, une nouvelle rencontre propose d'axer les échanges sur les enjeux de coéducation, en s'interrogeant sur le rôle et la place des figures parentales dans l'éducation des enfants. Il s'agira, avec l'intervention de Pierre Périer, sociologue et professeur en sciences de l'éducation, d'interroger les relations entre les parents et les professionnel·les, sous un angle historique, sociologique, et politique. Des ateliers permettront également une prise de recul sur les manières de " faire participer " les parents, via le partage de démarches menées à l'étranger, d'initiatives locales ou encore de l'expérience de l'université populaire des parents.

www.lepolderessources.fr/actions/role-et-place-des-figures-parentales-dans-leducation-des-enfants/

National / Régional

Politique de la ville

UN COMMUNIQUÉ DE L'IRDSU ALERTE SUR "LA DOUBLE PEINE POUR LES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES"

Un décret portant annulation de crédits a été publié le 24 février dernier au Journal Officiel. Parmi ces coupes budgétaires, le budget consacré à la politique de la ville se voit fortement impacté, avec une baisse de 49 millions d'euros concernant le Budget Opérationnel de Programme (BOP) 147. Un communiqué de l'IRDSU, intitulé "la double peine pour les habitants des quartiers populaires", alerte sur cette baisse de financements, qui intervient dans un contexte tendu : inflation, augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté... Cette décision présente, selon l'IRDSU, des risques d'accentuation d'inégalités territoriales déjà prégnantes et souligne un manque de considération à l'égard des habitant·es des quartiers prioritaires. L'IRDSU invite le gouvernement à reconsidérer ses arbitrages pour éviter une accélération du décrochage de certains quartiers.

www.irdsu.net/wp-content/uploads/2024/02/La-double-peine-pour-les-habitants-des-quartiers-populaires.pdf

Renouvellement urbain

15 ANS DE RÉNOVATION URBAINE : QUELS EFFETS SUR LE LOGEMENT SOCIAL, LE PEUPELEMENT ET LA PAUVRETÉ ?

France Stratégie publie une étude qui revient sur les impacts du PNRU, en termes de diversification de l'habitat et du peuplement dans les quartiers rénovés. Celle-ci classe les quartiers selon leur degré de rénovation, et les compare à un groupe contrôle non réhabilité via la méthode de la différence des différences. Initialement plus pauvres, les quartiers PNRU voient leur taux de pauvreté et de logements sociaux diminuer significativement après une rénovation intense et convergent avec les quartiers tests, ce qui

n'est pas palpable dans les quartiers faiblement rénovés. Cependant, elle note que cette évolution tient surtout à la démolition des logements des plus pauvres au profit de programmes destinés à la classe moyenne. En plus de ces considérations quantitatives, France Stratégie conclut en posant la nécessité d'une évaluation de l'amélioration du cadre de vie et de l'adaptation aux enjeux climatiques.

www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2024-na133-pnru.pdf

En bref

● L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ; un outil à consolider, Rapport, Cour des Comptes, février 2024

www.ccomptes.fr/fr/documents/68499

● Fonds de lutte contre les addictions 2023 : avis d'appel à projets régional, Agence régionale de Santé d'Île-de-France, jusqu'au 13 juin

www.iledefrance.ars.sante.fr/fonds-de-lutte-contre-les-addictions-2023-avis-dappel-projets-regional

● Complexité du relogement en Île-de-France : quels nouveaux leviers ? Séminaire, École du Renouvellement Urbain, 5 avril

www.ecoledurenouvellementurbain.com/complexites-du-relogement-en-ile-de-france-quels-nouveaux-leviers/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=Complexite%20A9+du+relogement+en+Ile-de-France

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Val d'Oise

LA BOUSSOLE : UN OUTIL À DESTINATION DES JEUNES DÉPLOYÉ SUR LE VAL D'OISE

La boussole des jeunes est une plateforme numérique pour les 15 - 30 ans, qui vise à leur permettre de trouver les informations ou l'accompagnement nécessaire à leurs démarches, dans un contexte où près d'un jeune sur deux n'a pas recours à l'aide publique. Dans le Val d'Oise, la plateforme, lancée en 2023 par le Centre Information Jeunesse 95, coordinateur de la démarche, répertorie actuellement 32 partenaires et 192 offres de services du territoire, dans les domaines de l'emploi et de la formation. Un élargissement aux thématiques de la santé, du logement et de l'engagement sont prévus pour 2025. Pour promouvoir l'outil auprès des partenaires et du public, des acteur·rices du territoire, dont le Pôle ressources, s'impliquent en tant que « partenaires Ambassadeurs ».

Contact : cij@cij95.asso.fr

Yvelines

COLÈRES ET RÉVOLTE URBAINE : VOIR – COMPRENDRE – AGIR

Suite aux événements survenus dans l'hexagone après la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, le 27 juin dernier, de nombreuses analyses sont parues, notamment dans les médias. Même si le contexte social actuel, avec des problématiques profondes en termes de précarité, discriminations, chômage, ou encore inflation, crise de la covid..., peuvent expliquer en partie cet embrasement, les raisons demeurent complexes. La fédération des Centres Sociaux des Yvelines a souhaité organiser pour les équipes des centres sociaux et les habitant·es, une grande rencontre départementale, avec l'appui de partenaires, - Communauté Urbaine GPS&O, Pôle ressources, délégué du défenseur des droits, Caf des Yvelines. Celle-ci vise, avec l'appui du sociologue Sébastien Roché, à questionner les causes de cette colère, à les objectiver, à en comprendre les mécanismes, avec l'idée de réinterroger le rôle des Centres Sociaux dans ce climat tendu.

Contact : Nadia.Berkani,nadiaberkani@centres-sociaux78.fr

Ouest francilien

MOUVEMENTS

● Frédéric ROSE est nommé Préfet des Yvelines ● Céline LECARDONNEL est coordinatrice de la réussite éducative, ville de Sceaux ● Raphaëlle BROCHET est coordinatrice du PRE, ville de Montigny-lès-Cormeilles ● Anissa KHAN est coordinatrice du Conseil local de santé, ville d'Éragny-sur-Oise ● Odette MENDES GOMES est cheffe de service coordinatrice du PRE, ville de Garges-lès-Gonesse.

Fiche expérience

Val d'Oise Est

COORDONNER LES DISPOSITIFS POUR AMÉLIORER L'INSERTION SOCIOPROFESIONNELLE DES JEUNES

La Mission locale Val d'Oise Est a mis en œuvre l'expérimentation des Cités de l'emploi au profit des habitant·es des quartiers prioritaires de son territoire, en articulation avec le PRIJ, et en mobilisant l'ensemble des acteur·rices pour favoriser l'insertion des jeunes.

La mission locale Val d'Oise Est repère, accueille et accompagne les jeunes de 16 à 25 ans (30 ans en situation de handicap) à l'élaboration d'un parcours personnalisé vers l'emploi sur 26 communes, avec un territoire d'intervention comportant des quartiers populaires de taille importante. Celle-ci positionne l'insertion socioprofessionnelle des jeunes comme un enjeu central. Dès 2018, la structure fait partie des premières à mettre en place le dispositif régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ), dont l'objectif principal consiste à instaurer une démarche permettant d'offrir, comme le souligne Johan Verstraeten, délégué du préfet sur le territoire, *un accompagnement individuel renforcé à des jeunes en difficulté d'insertion*. Cette initiative s'appuie sur une expérience locale intitulée le Pacte de la deuxième chance, déployée depuis 2016, permettant d'identifier et remobiliser de façon qualitative des jeunes de 16 à 30 ans très éloignés de l'emploi et risquant de basculer dans la délinquance. L'enjeu de fusionner les deux démarches permet un changement d'échelle en ouvrant la possibilité d'accompagner plusieurs centaines de jeunes, en cohérence avec les besoins du territoire. L'objectif consiste, sur l'année, à accompagner 800 jeunes dans tout le Val d'Oise. Le territoire bénéficie également de financements dans le cadre des cités de l'emploi, visant notamment à corriger les effets de la crise en renforçant l'accompagnement des résident·es des QPV particulièrement impacté·es, en permettant une collaboration renforcée entre les acteur·rices contribuant à l'insertion et à l'emploi.

S'appuyer sur le PRIJ pour bénéficier de l'ancrage territorial et partenarial

Les acteur·rices du territoire ont rapidement identifié comme un enjeu central le fait de pouvoir articuler et agir en complémentarité entre le PRIJ et la cité de l'emploi. La mission locale Val d'Oise Est ayant bénéficié de l'expérience réussie du PRIJ, le déploiement de la

cité d'emploi s'est réalisé au sein de la structure, en collaboration avec le service relations entreprises. *La cité de l'emploi a pour objectif de lever les freins spécifiques à l'insertion professionnelle, afin d'orienter les personnes vers des formations et les métiers de la transition écologique*, précise Salma Ayachi, coordinatrice adjointe. Pour y parvenir, il s'agit, en premier lieu, de pouvoir identifier le public cible, en mobilisant l'ensemble des professionnel·les et des services de la mission locale (conseiller·ères, équipe du Contrat d'Engagement Jeune, services du PRIJ et des relations entreprises) ainsi que les partenaires locaux de l'emploi. France Travail (ex Pôle emploi) se positionne en soutien afin de toucher les bénéficiaires au-delà de 30 ans, considérés comme NEET ou en reconversion professionnelle. Des démarches « hors les murs », en partenariat avec les villes du territoire et la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, par la mise en place de forums, complètent les actions de repérage et de promotion de la cité de l'emploi. Ce maillage du territoire a permis d'identifier et d'orienter 84 bénéficiaires vers la cité de l'emploi, puis de les accompagner dans la conception et la concrétisation de leur projet personnalisé. La coopération avec les différents acteur·rices favorise le déploiement de l'offre de services – informations collectives, stage en immersion, recrutement – autour des métiers de la transition écologique, de l'environnement, de l'automobile et de la logistique, avec de nouvelles structures associées, comme les centres de formation du territoire.

Des collaborations qui perdurent au-delà des financements

Les partenaires se sont mieux appropriés le projet de la cité de l'emploi au regard du travail déjà engagé au sein du PRIJ, en s'appuyant notamment sur les groupes de travail opérationnel. *La conjonction des forces du PRIJ et de la cité de l'emploi révèlent une plus grande efficacité et une*

accélération des objectifs fixés, affirme Ouissam Moralent, coordinatrice adjointe du projet « Retour vers le visible ». Entre 2022 et 2023, plus de 250 orientations vers la cité de l'emploi, 84 suivis personnalisés assurés et 33 sorties positives – soit vers l'emploi, une formation qualifiante, en contrat d'insertion, un retour vers la scolarité – qui ne se limitent pas au domaine de la transition écologique, ont été réalisés. Comme l'explique les référentes, *la cité de l'emploi se focalise sur le projet professionnel et le PRIJ apporte la levée de tous les freins (sociaux, d'accès aux droits, de mobilité, de santé...)*. L'articulation et la mutualisation des instances de la cité de l'emploi et du PRIJ permettent à la fois d'assurer une meilleure identification des publics (71% sont de nouveaux bénéficiaires), d'orienter vers les dispositifs de droit commun tel que le Pacea, ou vers le PRIJ, et de proposer un accompagnement aux « visibles freinés ». Les partenaires et les équipes perçoivent également des bénéfices. Les projets menés consolident leurs connaissances dans le domaine et les métiers de la transition écologique. Salma Ayachi indique qu'elle observe une véritable modification des pratiques des professionnel·les sur la mise en place des suivis. La cité de l'emploi s'est achevée en juin 2023, néanmoins, les démarches engagées précédemment perdurent au-delà. Les partenaires poursuivent les collaborations et s'ancrent dans la durée – des journées portes ouvertes sont réalisées tous les mois chez Industreet, de nombreuses orientations des jeunes de la mission locale se poursuivent vers le HUB Tesla et au profit des formations au sein de l'Ecole Être – ou encore, les informations et actualités sont mutuellement partagées. En conclusion, les référentes du projet tiennent à souligner que les dispositifs ont permis un nombre de sorties positives encourageantes, et relèvent néanmoins que les jeunes filles, en tant que bénéficiaires, demeurent minoritaires.

Contact : invisibles-prij@mlvoe-mlidf.org



< ÉMISSION RADIO >

RÉNOVATION URBAINE : 20 ANS, ET APRÈS ?

Dans son émission sous les Radars, France culture dédie un épisode à la rénovation urbaine dans les quartiers de la politique de la ville, vingt ans après la création de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). A cette occasion, Christine Lelévrier, sociologue-urbaniste, revient notamment sur la promesse du rapport Borloo de mettre en œuvre une rénovation urbaine sociale et globale dans les quartiers populaires. Après deux programmes de réhabilitation et des dizaines de milliards d'euros investis, force est de constater que cette politique s'est davantage concentrée sur la rénovation physique du bâti et de l'aménagement spatial, que sur la dimension sociale et les effets sur l'amélioration de la qualité de vie des habitant-es. En effet, de nombreuses démolitions-reconstructions ont généré frustrations, souvenirs traumatiques et déplacements d'un certain nombre d'habitant-es, attaché-es à leur quartier. L'émission revient également sur la lutte urbaine emblématique d'un collectif d'habitant-es dans le quartier d'Alma-Gare à Roubaix, réclamant une rénovation plutôt qu'une démolition et une prise en considération de leurs points de vue pour l'avenir du quartier.



www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sous-les-radars/renovaiton-urbaine-20-ans-et-apres-2776825

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « Thomas Kirszbaum, enseignant-chercheur : "La mixité sociale n'est pas qu'une affaire de logement" », Propos recueillis par Laetitia Van Eeckhout, Le Monde, 2 février 2024

www.lemonde.fr/smart-cities/article/2024/02/02/thomas-kirszbaum-enseignant-chercheur-la-mixite-sociale-n-est-pas-qu-une-affaire-de-logement_6214366_4811534.html

- « Sur la délinquance des jeunes, Gabriel Attal est déconnecté de la réalité, dénoncent ces éducateurs », Marie Telling, The Huffingtonpost, 4 février 2024

www.huffingtonpost.fr/life/article/sur-la-delinquance-des-jeunes-gabriel-attal-est-deconnecte-de-la-realite-denoncent-ces-educateurs-clx1_229135.html

- Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



PETIT FRÈRE. COMPRENDRE LES DESTINÉES FAMILIALES

Isabelle Coutant, Yvon Atonga, éd. du Seuil, février 2024, 240 p

Pourquoi dans une fratrie l'un s'en sort et l'autre pas ? Au cœur de ce livre, il y a la mort de Wilfried, un ancien caïd tué à 36 ans lors d'un règlement de comptes en 2016. La sociologue Isabelle Coutant l'avait rencontré quinze ans plus tôt. Yvon Atonga est l'aîné quasi-jumeau de Wilfried, ils ont grandi ensemble dans la même famille issue de l'immigration congolaise et dans le même quartier de Villiers-le-Bel au cours des années 1980-90. Il a voulu comprendre pourquoi son frère n'avait pas échappé au « ghetto » alors que lui avait réussi. La question taraudait aussi la sociologue. Le projet de cet ouvrage à deux voix était né. L'enquête d'« Isabelle » auprès de la famille et des proches, et le récit personnel d'« Yvon » alternent et s'éclairent mutuellement. Et cette socio-analyse prend valeur thérapeutique. Ce livre est aussi un livre de deuil, qui veut briser la fatalité des destins tracés et servir d'exemple aux « petits frères » d'aujourd'hui.

www.seuil.com/ouvrage/petit-frere-isabelle-coutant/9782021536973

Extraits 4è de couv



ENFANTS DES BIDONVILLES. UNE AUTRE HISTOIRE DES INÉGALITÉS URBAINES

Margot Delon, éd. La Dispute, février 2024, 169 p

Des violences policières au mal-logement, les banlieues populaires semblent frappées d'une malédiction que rien ne peut enrayer. Mais est-ce vraiment le cas ? Comment, au fond, se reproduisent les inégalités sociales et urbaines ? Enquête dans le passé oublié de nombreuses villes françaises, ce livre raconte l'histoire des enfants des bidonvilles de l'après-guerre, qui comptaient en 1966 près de 75 000 habitant-es. À Nanterre, à Champigny-sur-Marne et ailleurs, Algérien-nes, Marocain-es, Tunisien-nes et Portugais-es, ces enfants ont grandi dans des baraques puis dans des cités de transit marquées par la précarité et l'exclusion. Aujourd'hui adultes, ils témoignent de ce qu'ont été leurs vies avant et après la destruction des bidonvilles. Loin des préjugés, leurs trajectoires montrent que l'inéluctable ne l'est pas toujours et que si les effets structurels du racisme ou de la pauvreté sont écrasants, les mobilisations des familles et auprès des familles permettent parfois d'enrayer la reproduction des inégalités.[...]

<https://ladispute.fr/catalogue/enfants-des-bidonvilles/>

4è de couv